



Mourir : pas tout de suite? ! mais dans la dignit 

Description

Jeudi 11 mars dernier, le Sénat devait débattre sur le droit à mourir dans la dignit . Mais la nouvelle proposition de loi a été retirée de l'ordre du jour du Sénat par son auteure, Marie-Pierre de La Gontrie, après la suppression en séance de l'article 1er, qu'elle considérait comme le « cœur » du texte. Martine décrypte cette nouvelle occasion rat e.

Par Martine Lelait.

Euthanasie, suicide assist , de quoi parle-t-on ?

Quel est le public concern  par cette proposition de loi ?

Quels sont les garde-fous prévus pour éviter les dérives ?

Quelles sont les réticences encore en jeu à l'heure actuelle ?

Une occasion rat e et après ?

Euthanasie, suicide assist , de quoi parle-t-on ?

Depuis 40 ans, l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignit  (ADMD) milite pour que chacun puisse choisir les conditions de sa propre fin de vie.

J'ai, pour ma part, rejoint l'association en 2009, après avoir vu ma mère, malade Alzheimer ayant fait un AVC qui devait être fatal sous 48 heures, maintenue artificiellement dans une vie qui n'en méritait pas le nom, pendant de trop longues années.

Forte aujourd'hui de quelque 74000 adhérents, l'ADMD a fait en octobre 2018 une proposition de loi tendant à légaliser l'euthanasie et le suicide assist .

Pour faire un distinguo simple, l'euthanasie est un acte réalisé par un membre du corps médical destiné à mettre fin à la vie à la demande du patient, le suicide assist  consiste à seconder la personne qui désire mettre elle-même un terme à sa vie, en lui apportant aide matérielle nécessaire (produit létal notamment).

Différents pays ont d j adopté des dispositions encadrées dans ce sens. Certains ont légalisé l'euthanasie, comme les Pays Bas qui ont été les premiers au monde à le faire en

2001, suivis de la Belgique en 2002 et du Luxembourg en 2009 ; la Suisse quant Ã elle ne reconnaÃt pas lâ??euthanasie mais permet le suicide assistÃ©. Plus rÃ©cemment, dÃ¢??autres pays ont entrepris de modifier leur lÃ©gislation en la matiÃ¨re. LÃ¢??Italie a dÃ©pÃ©nalisÃ© le suicide assistÃ© mais cela reste interdit par la loi. Le Portugal vient Ã son tour en 2020 de dÃ©pÃ©naliser le suicide assistÃ© et lâ??euthanasie. En dÃ©pit de sondages qui rapportent quÃ¢??une grande majoritÃ© de nos concitoyens sont favorables Ã une telle loi (96% lors du sondage IPSOS de mars 2019), ce sujet nÃ¢??a pas souvent Ã©tÃ© dÃ©battu au Parlement. Plusieurs propositions ont rÃ©cemment Ã©tÃ© dÃ©posÃ©es tant Ã lâ??Assemblée Nationale quÃ¢??au SÃ©nat.

Ainsi dans le cadre des fameuses Ã« niches parlementaires Ã», le SÃ©nat a eu Ã examiner, le 11 mars dernier, une proposition de loi visant Ã Ã©tablir le droit Ã mourir dans la dignitÃ©, dÃ©posÃ©e par Marie-Pierre de La Gontrie, sÃ©natrice de Paris et cosignÃ©e par 50 sÃ©nateurs du groupe socialiste.

Quelques jours avant lâ??examen en sÃ©ance, jÃ¢??ai rencontrÃ© Yves GrÃ©goire, dÃ©lÃ©guÃ© de lâ??ADMD pour la Seine-Maritime et Didier Marie, sÃ©nateur, cosignataire de cette proposition de loi. Ils ont dÃ©cryptÃ© pour moi, les attendus du texte, le contexte et ses enjeux principaux.

Le texte sÃ¢??inspire largement de la proposition de lâ??ADMD. Il part dÃ¢??un constat douloureux : on meurt mal en France ; encore aujourdÃ¢??hui trop de gens meurent dans des conditions dÃ©gradÃ©es et dÃ©gradantes ; la loi Claeys-Leonetti de 2016 sur le droit Ã la sÃ©dation profonde et continue reste imparfaitement connue et mal appliquÃ©e. 26 dÃ©partements ne sont toujours pas dotÃ©s dÃ¢??unitÃ©s de soins palliatifs. Vu ce contexte, de nombreuses personnes dÃ©cident de sÃ¢??expatrier pour Ã« mourir mieux Ã». CÃ¢??est ce que vient de faire Paulette Guichard-Kunstler, 71 ans, ancienne secrÃ©taire dÃ¢??Etat aux Personnes AgÃ©es, qui a choisi la Suisse pour bÃ©nÃ©ficier dÃ¢??un suicide assistÃ©. Cette solution implique de connaÃ®tre les rÃ©seaux et de pouvoir financer son dernier voyage. VoilÃ© pourquoi certains mÃ©decins franÃ§ais acceptent de contrevenir Ã la loi et de fournir les mÃ©dicaments nÃ©cessaires pour abrÃ©ger une fin de vie faite de souffrance. Il y aurait en France quelque 4000 euthanasies illÃ©gales pratiquÃ©es chaque annÃ©e. Dans tous les cas, la loi actuelle conduit Ã des inÃ©galitÃ©s considÃ©rables face Ã la fin de vie.

La proposition qui vient dÃ¢??Ã©tre dÃ©battue visait Ã inscrire dans la loi deux nouveaux droits : un droit Ã une aide active Ã mourir et un droit universel Ã accÃ©der Ã des soins palliatifs et Ã un accompagnement.

Quel est le public concernÃ© par cette proposition de loi ?

La notion de fin de vie ne sÃ¢??apprÃ©cie pas en fonction de lâ??Ã¢ge. Est concernÃ©e toute personne, quel que soit son Ã¢ge, en phase avancÃ©e ou terminale, atteinte dÃ¢??au moins une affection

Cela ne concernera bien sÃ»r que les personnes qui le souhaitent, qui sont en capacitÃ© de le faire savoir ou qui ont signÃ© des directives anticipÃ©es dans ce sens et dÃ©signÃ© des personnes de confiance qui soient leur porte-parole lorsquÃ¢??elles mÃªmes ne pourront plus exprimer leur volontÃ©.

- accidentelle ou pathologique,
- prÃ©sentant des caractÃ©res graves et incurables,

- affligeant une souffrance physique ou psychique inapaisable que la personne juge insupportable ou qui la place dans une situation de dÃ©pendance qu'elle estime incompatible avec sa dignitÃ© et sur cela, chacun reste juge de sa propre dignitÃ©.

Il s'agit bien d'un droit dont on s'empare ou non ; il n'y a aucune sorte d'obligation. C'est un droit, pas un devoir.

Quels sont les garde-fous prÃ©vus pour Ã©viter les dÃ©rives ?

Dans les pays oÃ¹ ce droit existe depuis quasiment 20 ans, il n'a Ã©tÃ© constatÃ© ni dÃ©rives, ni un nombre effarant de demandes. Il faut savoir Ã©galement que jusqu'au bout, la personne peut toujours changer d'avis et ne plus vouloir d'aide active Ã mourir. Le projet prÃ©voit d'ailleurs un protocole trÃ¨s encadrÃ© : le mÃ©decin qui est prÃ©sentÃ©e la demande d'aide active Ã mourir fait appel Ã un confrÃ¨re acceptÃ© par la personne concernÃ©e ou sa personne de confiance, la personne est informÃ©e des possibilitÃ©s thÃ©rapeutiques, des solutions alternatives en matiÃ¨re d'accompagnement de fin de vie. Il est Ã©galement prÃ©vu d'une part des dÃ©lais stricts Ã observer pour ne pas prolonger indÃ©mment les souffrances et d'autre part que les conclusions mÃ©dicales et confirmation de la demande, soient versÃ©es au dossier mÃ©dical.

Quelles sont les rÃ©ticences encore en jeu Ã l'heure actuelle ?

Le corps mÃ©dical Ã©volue, c'est Ã©vident, mais il est des praticiens qui restent encore sur leur seule vocation Ã soigner et se refusent Ã donner la mort ; Ã ce sujet, la clause de conscience demeure : aucun mÃ©decin, ni infirmier, ni auxiliaire mÃ©dical ne sera obligÃ© d'apporter lui-mÃªme l'aide active Ã mourir. En revanche, si le mÃ©decin ne veut pas le faire, il devra orienter vers un confrÃ¨re volontaire.

D'autres rÃ©ticences dans la sociÃ©tÃ© civile peuvent tenir aussi Ã des convictions religieuses. A rappeler toutefois que le texte prÃ©voyait que soit rÃ©putÃ©e dÃ©cÃ©dÃ©e de mort naturelle, la personne dont la mort rÃ©sultera de l'aide active Ã mourir, que ce soit euthanasie ou suicide assistÃ©.

Une occasion ratÃ©e et aprÃ¨s ?

Didier Marie, signataire de cette proposition de loi avec 49 autres sÃ©nateurs, Ã©tait prÃ©sent le 11 mars pour dÃ©fendre le projet Ã cette sÃ©ance oÃ¹ les interventions ont Ã©tÃ© riches, poignantes parfois, et oÃ¹ le sujet a dÃ©passÃ© les clivages politiques. Malheureusement, Ã« mais sans grande surprise, l'article 1 qui instaurait ce nouveau droit a Ã©tÃ© refusÃ© par la majoritÃ© sÃ©natoriale Ã» La rapporteuse a donc retirÃ© sa proposition de loi.

Olivier VÃ©ran a conclu que Ã« cela n'Ã©tait pas le moment Ã» !

Pour ma part, je considÃ¨re que la proposition a eu le mÃ©rite de relancer le dÃ©bat sur le droit Ã cette ultime libertÃ© vers une mort douce et paisible lorsque la vie n'est plus possible. Les 3 ou 4 autres propositions dÃ©posÃ©es Ã l'AssemblÃ©e Nationale par des groupes parlementaires de tous bords, feront reprendre les discussions dÃ©s lors qu'elles seront inscrites Ã l'ordre du jour d'une session. Aux derniÃ¨res nouvelles, le texte dÃ©posÃ© par Olivier Falorni, dÃ©putÃ© des

Charente-Maritime devrait venir en discussion à l'Assemblée Nationale le 8 avril prochain. A suivre donc ?!

Le droit à mourir dans la dignité sera une grande loi qui rejaillira sur la notoriété du président qui la concrétisera. Comme celle sur l'IVG instaurée sous Giscard d'Estaing, comme celle sur l'abolition de la peine de mort voulue par Mitterrand, comme celle sur le mariage pour tous sous la présidence de Hollande. Avis au Président de la République actuel !

Categorie

1. Reportages

date création

22/03/2021